

L'HEBDO QUI CLIC

N°394



Hebdomadaire électronique de l'Union des syndicats CGT du Havre

119 Cours de la République 76600 LE HAVRE – cgtlehavre.fr - 02 35 25 39 75

cgtlehavre.fr

la
cgt
LE HAVRE

165

Nouveaux
syndiqués
depuis le
1^{er} janvier
2014



N'attendons rien des socio-traitres,
seule la lutte paye !!

Au sommaire du 05 septembre 2014 :

- Libertés syndicales / Rassemblement à Alençon : *Pages 2 et 3*
- Commission Exécutive élargie de septembre / Convocation : *Page 4*
- Réforme des rythmes scolaires au Havre / Tract unitaire : *Page 5*
- Petroplus / Tract UL CGT Quevilly : *Page 6*
- 16 octobre / Tract CGT : *Page 7*
- Sécurité sociale / Argumentaire CGT : *Page 8*
- Macron chouchoute la CFDT / Article paru dans l'Opinion : *Page 9*
- Vacances 2014 / Déclaration Ancav TT : *Page 10*
- L'agenda revendicatif de septembre : *Page 11*
- Programme 2014 de formation syndicale de l'UL et contenus des stages : *Pages 12 à 14*
- L'hebdo pratic' : *Pages 15 et 16*

Syndicalistes pas voyous !

STOP A LA CRIMINALISATION

DE L'ACTION SYNDICALE !!

Jeudi 04 septembre,

l'UL CGT du Havre

était présente à Alençon

Près de 400 militants étaient présents avec drapeaux et banderoles à Alençon, pour soutenir Michèle, convoquée au tribunal correctionnel.

Petit rappel : c'est dans le cadre d'une action syndicale collective de défense d'une salariée le 2 janvier 2013, convoquée à un entretien préalable à un éventuel licenciement, que le 12 décembre dernier, notre camarade Michèle, secrétaire de l'Union Locale CGT d'Alençon devait répondre devant le tribunal correctionnel d'un délit « d'invectives » !!! Il y aurait eu un « nom d'oiseau » de proférer à l'encontre d'une salariée, par ailleurs épouse du chef d'entreprise !! Rappelons que dans cette entreprise les conditions de travail ne sont pas les meilleures et que la souffrance au travail existe.

Ne nous méprenons pas. Sous l'impulsion du Medef et l'aval des socio-traitres, beaucoup de patrons se croient tout permis, et plus largement, c'est la soumission des salariés aux dogmes du système d'exploitation capitaliste qui est recherché !

Alors comme à Roanne, à Chartres, ou chez nous au Havre, nous avons scandé la relaxe de la camarade Michèle. Et nous avons été entendus !!!!

A 15h00 le verdict tombait : Michèle était relaxée pour vice de procédure !

Certes nous aurions préféré qu'elle soit relaxée sur le fond de l'affaire, mais la mobilisation a peut-être contribué à ce que le juge trouve un vice de forme...

Merci aux camarades du Havre et d'Harfleur pour leurs présences à ce rassemblement : Dresser, Dockers, GPMH, Syndicat Havrais de l'Action Sociale, Sidel, Total, Aircelle, Chevron, Retraitée La Poste, Retraité Métaux, Finances, Macif.





Union des syndicats CGT du Havre - Cercle Franklin
119 cours de la République
76600 le Havre

Secrétariat : du lundi au vendredi
De 9 h à 12 h et 14 h à 17 h

Le Havre, le 04 septembre 2014

Aux membres de la Commission Exécutive
Aux membres de la Commission Financière de Contrôle
Aux Syndicats et Sections Syndicales

Chers Camarades,

Notre prochaine Commission Exécutive aura lieu le

Vendredi 12 septembre 2014 à 9 h 00

ORDRE DU JOUR :

- Actualité sociale et revendicative,
 - Actions des 30.09 et 16.10.2014
- Point d'étape sur la préparation du congrès de l'UL.
- Points divers,
 - Dossier AGT

Cette réunion sera suivie, à 11 h, de la Commémoration de la Libération du Havre et du vernissage de l'exposition « Les visages des Martyrs ».

Fraternellement,

Les Secrétaires Généraux de l'Union des Syndicats CGT du Havre,

Jacques RICHER - Reynald KUBECKI



Mairie du HAVRE
INTERCO 76



Ville du Havre, Conditions de travail et Nouveaux Rythmes scolaires

Une désorganisation de l'école subie par les agents néanmoins parents !

Historique du conflit

- ✓ Les 4 organisations syndicales refusent de siéger au CTP du 30 juin 2014 pour dénoncer le manque de dialogue social de l'administration.
- ✓ L'administration décide et vote de façon unilatérale l'ensemble des nombreux points prévu lors du report du CTP le 2 juillet 2014 - Curieuse conception de la démocratie !!!
- ✓ Rendez-vous pris par **l'ensemble des Organisations syndicales** avec Monsieur le Maire (le 10 juillet 2014) puis avec Monsieur CAVARD, directeur général des services (le 16 juillet 2014).

Réponses de la Collectivité et de l'Administration

- Ne peuvent pas faire mieux faute de moyens financiers.
- L'administration décide seule.
- Pas de moyens supplémentaires que ce soit matériel ou humain.
- Pas de Projets Educatifs Territoriaux (PEDT) circulaire n° 2013-036 du 20-3-2013.

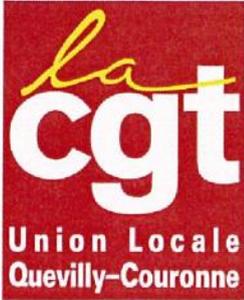
Conséquences pour les Agents

- Les agents découvrent leur nouveau planning de travail à la rentrée de septembre 2014.
- Les agents font l'objet de modifications de leurs missions avec des tâches supplémentaires.
- Augmentation de la précarité.
- Pression sur les agents.
- Conditions de travail inacceptables.
- Insécurité pour les enfants.
- Non remplacement du personnel absent.
- Coût supplémentaire pour les familles.

Actions prévues par l'ensemble des Organisations syndicales

Suite à l'Assemblée générale du personnel organisée le 1^{er} septembre 2014, pour faire porter les revendications de tous les agents concernés par cette réforme, le personnel décide :

- De mettre en place une **grève** reconductible à partir du **9 septembre 2014**, avec la possibilité pour tous les agents de **débrayer 1 heure ou plus** dans les écoles, les centres de loisirs et tous les autres services concernés.
- De diffuser des **pétitions** auprès des agents, des enseignants, des animateurs, des parents...
- De mettre en place des **conférences de presse** sur certains sites scolaires.



ON LACHE RIEN !

***Solidarité avec les Petroplus
Et l'avenir du raffinage en France***

En juillet dernier le tribunal n'a pas pu trancher sur le projet industriel permettant de sauver la raffinerie, et a reporté sa décision au 10 septembre.

Les camarades de Petroplus luttent toujours pour sauver la raffinerie, ils ont rendez-vous au Palais de justice le 10 septembre pour connaître la décision.

Un barbecue sera organisé par l'Union Locale Couronne à 12 H 00 devant le Palais de Justice de Rouen, il nous faut du monde, venez nombreux soutenir les camarades en lutte.

Diffusion de tracts à 7 h 00 le 9 septembre au Rond Point des vaches

Tous ensemble le 10 septembre 2014

Grand Quevilly le 3 septembre 2014

Place Gabriel Péri - BP103 - 76120 Grand Quevilly
Tél. : 02 35 68 08 38 - Fax : 02 35 18 13 18
ulcgt.quevillycouronne@orange.fr

L'ENTREPRISE APPARTIENT AUSSI AUX SALARIÉS



Mais, comment est-il possible d'en arriver-là ? C'est la question que nombre de salariés sont en droit de se poser ! Deux ans après l'arrivée d'une nouvelle majorité aux élections présidentielles et législatives, le patronat applaudit debout le Premier ministre le jour-même de la publication des catastrophiques chiffres du chômage. Le patronat jubile. Au même moment, dans le pays le désespoir l'emporte sur l'espoir de pouvoir vivre mieux demain, de retrouver les chemins du progrès, du développement et de l'emploi.

Pourtant le pays tout entier a envoyé des signaux très clairs lors des élections municipales et européennes. Les records d'abstentions, la démobilisation des électeurs désabusés, les votes eux-mêmes étaient des messages envoyés pour un changement des conditions de vie et de travail.

LES ENTREPRISES VIENNENT DE RECEVOIR LE VERSEMENT DE LA PREMIÈRE TRANCHE DU CRÉDIT IMPÔT COMPÉTITIVITÉ EMPLOI PAYÉ PAR NOS IMPÔTS. À QUI PROFITE CET ARGENT ?

- *AUX ACTIONNAIRES : EN FRANCE, AU DEUXIÈME TRIMESTRE 2014, LA PART DES DIVIDENDES QUI LEUR A ÉTÉ VERSÉE A AUGMENTÉ DE 30 %. VENDANGES EXCEPTIONNELLE POUR EUX, MAIS C'EST AUTANT QUI NE VA NI À L'INVESTISSEMENT, NI À L'EMPLOI, NI AUX SALAIRES.*
- *AU SECTEUR BANCAIRE : IL TOUCHERA, À TERME, EN ANNÉE PLEINE, PRÈS D'1 MILLIARD D'EUROS DE L'ENVELOPPE ET FERA PREUVE DE LA MÊME GÉNÉROSITÉ POUR SES ACTIONNAIRES AU LIEU DE FINANCER LES ENTREPRISES SUR LE LONG TERME.*

41 MILLIARDS D'EUROS SUPPLÉMENTAIRES D'AIDES AUX ENTREPRISES, EN PARTICULIER AVEC LE PACTE DIT DE RESPONSABILITÉ : JOLI CADEAU AU PATRONAT ! IL S'AJOUTE AUX 180 MILLIARDS DÉJÀ OFFERTS. POUR QUEL RÉSULTAT : + 5% DE CHÔMEURS... COMMENT EST-CE JUSTIFIABLE ?

Pendant combien de temps encore le pouvoir politique va-t-il repasser les plats au patronat et aux actionnaires déjà gavés ? Jusqu'où vont-ils aller ? Pouvons-nous accepter plus longtemps une croissance nulle, le chômage de masse, le recul des droits, le manque d'embauches dans toutes les professions ?

Comment s'en sortir ? :

- **Prenons nous-mêmes nos affaires en main !**
- **Choisissons de ne pas subir mais de nous unir.**
- **Ne laissons pas le Medef diriger le pays et gagner toujours plus à chaque changement de gouvernement.**

La question de la répartition des richesses dans notre pays et du contrôle des aides publiques par les salariés et leurs représentants est posée avec force. Cet argent, c'est le nôtre !

Il faut vraiment être ringard pour dire que l'entreprise ce sont les patrons et les actionnaires ! Nous produisons. Nous créons la richesse. L'entreprise, c'est aussi nous !

Débattons entre syndiqués, militants, salariés pour ne pas baisser la tête et refuser l'inacceptable, pour nous opposer résolument à la mise en route de la machine à remonter le temps !

Le chacun pour soi n'est pas la solution, c'est l'arme des patrons. La nôtre, c'est notre union, le syndicat pour être plus forts et gagner.

CAMPAGNE DE RECONQUÊTE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

À la suite du CCN du mois de mai, la CE confédérale a décidé de relancer une campagne de reconquête de la Sécurité sociale. Celle-ci s'inscrit pleinement dans la campagne sur "le coût du capital" et pour la revalorisation du travail avec la volonté de construire une politique globale de santé à partir d'une politique globale du travail. L'individu ne se découpe pas en tranches, certaines relevant du travail, d'autres de la vie courante. Un récent rapport de l'IGAS vient d'ailleurs de confirmer le lien entre travail et santé.

NOUS AVONS FIXÉ 5 AXES À CETTE CAMPAGNE

1 LA PRÉVENTION

De manière claire et caricaturale on ne peut pas obtenir des remboursements à 100% et continuer à abimer les salariés au travail et dans leur environnement (précarité, logement, transports, etc.). Nous devons opérer un renversement pour passer d'une politique exclusivement tournée sur la réparation à une politique d'éducation, de promotion de la santé et du travail. Nous affirmons la volonté de transformer le travail à la fois pour la santé des travailleurs et celle de l'entreprise. Le mal travail coûte 4 points du PIB par an à notre économie (80 milliards). Un tract à venir développe ces enjeux.

2 CONSTRUIRE LA SÉCURITÉ SOCIALE D'AUJOURD'HUI

Nous ne défendons pas l'existant, les attaques portées à la Sécurité sociale depuis des dizaines d'années ont largement entamé sa capacité d'intervention (forfait hospitalier, baisse des remboursements de médicaments, retraite, famille, suppressions de postes). Nous voulons gagner une Sécurité sociale de haut niveau répondant aux besoins d'aujourd'hui (ex : l'autonomie) et une Sécurité sociale professionnelle permettant de sécuriser un parcours professionnel. Il n'y a pas de liberté sans sécurité. L'insécurité sociale est un des fléaux essentiels de cette crise. A partir du travail nous voulons donc construire un Nouveau Statut du Travail Salarié avec une nouvelle mise en Sécurité sociale tant professionnelle que de santé.

3 LA DÉMOCRATIE

La démocratie est malmenée. La dernière conférence sociale en est le témoignage le plus récent. Il ne peut y avoir une citoyenneté dans la cité et être obligé de se taire au travail. Les futures négociations sur les IRP doivent être l'occasion d'exiger simultanément des droits nouveaux pour les salariés, mais aussi pour les syndiqués et pour les élus du personnel. La Sécurité sociale appartient à ses affiliés. Cette institution doit retrouver la démocratie qui a marqué son avènement. Nous devons profiter de la campagne pour les élections à la MSA pour exiger le retour à l'élection d'administrateurs de Sécurité sociale.

4 RENOUVELLEMENT DE NOS CONSEILLERS CPAM

Le renouvellement des conseillers des CPAM doit être l'occasion de porter cette exigence de démocratie mais aussi de marquer notre volonté de reconquête de la Sécurité sociale (voir la note aux orgas). Nous voulons prendre toute notre place, dans les responsabilités pas seulement pour gérer mais pour impulser cette reconquête. Nos conseillers doivent être de véritables formateurs pour les syndiqués et les salariés. Ils doivent rompre avec la politique du toujours moins, gérer en priorité au service des populations et pour combattre les inégalités sociales et de santé. Nous agissons aussi pour prendre toutes nos responsabilités dans cette institution y compris jusqu'à des présidences.

5 LE FINANCEMENT

Nous devons mieux porter nos propositions, les faire d'avantage connaître. Elles doivent bien sûr porter sur de nouvelles recettes mais aussi mener le débat sur les dépenses notamment sur le mal travail et le besoin de prévention. Que ce soit la double modulation des cotisations patronales, comme la taxation du capital ou la prise en compte de tous les éléments de rémunération dans les cotisations. L'ensemble de nos propositions participe de notre campagne contre "le coût du capital" et la valorisation du travail.

POUR CONCLURE

L'Assemblée générale de rentrée vient d'acter une journée d'action unitaire pour le 16 octobre 2014. La CEC va établir un plan de travail pour permettre d'impulser cette journée qui s'inscrit pleinement dans notre campagne de reconquête de la Sécurité sociale. Cette note ainsi que des matériels seront mis à disposition de nos organisations en complément des matériels spécifiques aux fédérations « Santé et action social » et « Organismes sociaux ». Les matériels prévus sont :

- Un 4 pages sur la reconquête de la Sécurité sociale à destination des syndicats.
- Un tract recto-verso sur le coût « du mal travail » permettra d'approfondir le dialogue avec les travailleurs.
- Un tract recto-verso pour la journée nationale de mobilisations du 16 octobre.
- L'actualisation des repères revendicatifs qui sera effectuée durant l'année 2015 doit nous permettre de préciser nos propositions notamment sur le financement.

Macron chouchoute la CFDT (L'Opinion)

lundi 1er septembre 2014

Le nouveau ministre de l'Economie a reçu en premier Laurent Berger, le numéro un de la CFDT. Le successeur d'Arnaud Montebourg a conscience de la nécessité d'avoir la centrale réformiste comme alliée. Car avec Force ouvrière et la CGT, Emmanuel Macron sait que la partition sera plus difficile. Ce n'est pas un hasard si le ministre choisit une Scop pour sa première visite d'entreprise, mardi.

Après le report de l'application du compte pénibilité, et la colère que cela a suscitée chez Laurent Berger, il y a urgence pour le gouvernement à renouer avec la CFDT.

Sans tarder, le successeur d'Arnaud Montebourg a reçu les syndicats à Bercy.

Peu de chose a filtré de ces échanges. « Mais je peux vous dire une chose : il veut calmer le jeu », confie un syndicaliste présent. Et l'ordre dans lequel ses échanges se tiennent ne doit rien au hasard. Ainsi, la première, la CFDT est regardée de près par l'exécutif, conscient que sans le soutien de ce partenaire, aucune réforme ne pourra se faire. Après le report de l'application du compte pénibilité, et la colère que cela a suscitée chez Laurent Berger, il y a urgence pour le gouvernement à renouer.

A cette occasion, le leader de la CFDT avait pu mesurer la difficulté à apparaître comme trop proche du pouvoir en place. « *Laurent Berger a conscience qu'au début du quinquennat, il a mangé son pain blanc et que son positionnement ne va pas être facile dans les mois qui viennent* », confie un proche de la centrale.

En cette rentrée, préserver la CFDT est aussi une des principales préoccupations du côté du Medef.

« *Il faut veiller à ne pas fragiliser Laurent Berger, nous avons besoin de lui* », souligne ainsi un poids lourd de l'organisation patronale. A ce titre, la prochaine négociation sur le dialogue social – dans les tout prochains jours – sera déterminante. A ce jour, Laurent Berger est un des rares à s'inscrire positivement dans la démarche. « Les seuils sociaux ne sont pas un sujet tabou », a ainsi assuré le numéro 1 de la CFDT.

En revanche, du côté de FO et de la CGT, l'opposition est ferme. Reçu vendredi par Emmanuel Macron, Jean-Claude Mailly n'est pas tendre avec l'ancien secrétaire général adjoint de l'Elysée. Pour le numéro un de Force ouvrière, l'arrivée de cet ancien banquier, qui fut l'un des instigateurs du pacte de responsabilité, est un mauvais signal. « La logique de Valls-Macron est plus libérale que celle de Nicolas Sarkozy », explique-t-il.

Si les syndicats s'inquiètent de la nouvelle ligne de l'exécutif, ils affichent aussi des craintes quant à la méthode employée.

Le passage via des ordonnances pour assouplir le travail du dimanche ou s'attaquer aux professions réglementées, dans le cadre du projet de loi sur la croissance, n'est pas vu d'un très bon oeil.

La réunion, le 9 septembre, entre les organisations patronales et syndicales pour fixer l'agenda social promet d'être animée.

Aussi, Emmanuel Macron va-t-il veiller à multiplier les gestes à gauche. Mardi, le trentenaire devrait réserver sa première visite d'entreprise à une société coopérative et participative (Scop). Un vrai symbole car ce type de société est régulièrement érigé en modèle par les syndicats.

Ce statut est souvent prisé par les salariés pour reprendre leur entreprise en faillite. A l'instar de Pipa, des ex-Lejaby, ou plus récemment des libraires Le Volcan. Arnaud Montebourg en avait fait aussi une de ses marottes. Toute l'astuce d'Emmanuel Macron est de montrer qu'en la matière existe une forme de continuité... ■

par Fanny Guinochet @fannyguinochet

Vacances 2014

- de départs
- de dépenses
+ de dividendes aux actionnaires

Déclaration

le 1er septembre 2014

A l'instar de la situation économique et sociale dont sont victimes les populations, celle concernant le départ en vacances de nos concitoyens, trouve tous les indicateurs au rouge.

La courbe du non départ continue son ascension, et dans le même temps ceux qui peuvent encore partir, réduisent de façon sensible leur budget et la durée de leur séjour. **Véritable lien de cause à effet, quand le chômage augmente, quand le pouvoir d'achat est en berne, le budget vacances est le premier sacrifié.**

Les premières victimes sont une fois de plus les salariés les plus précaires, les privés d'emploi, les jeunes et les retraités. Et que dire des enfants dont 1 sur 3 ne connaît pas les joies des vacances. Entre vie fragilisée et non départ c'est pour tous la double peine.

La politique engagée par le gouvernement accélère ce processus, le choix de l'austérité au nom de la réduction des déficits ne fait qu'aggraver une situation difficile pour nombre de familles. Dans le même temps, les annonces du Président de la République et celle du premier Ministre font la part belle aux exigences du patronat.

Les milliards de cadeaux à ces derniers sans contrepartie, attaque contre le code du travail (seuils sociaux, 35 heures, travail du dimanche...) sous prétexte de simplification ne feront qu'amplifier une situation déjà difficile pour les populations.

Les somptueux dividendes des actionnaires des entreprises du CAC 40 en augmentation de 30% sont la preuve que l'argent existe, tandis que la population est assujettie à l'austérité.

L'ANCAV-TT, association ouverte à tous, a été créée par la CGT pour le droit aux vacances de qualité pour tous, agit dans une démarche de solidarité en lien avec le mouvement syndical pour inverser la logique mortifère que nous impose le capital.

Notre association en appelle à un changement de politique, afin de remettre la réponse aux besoins des populations au cœur des choix de société. Pour nous, la finance reste l'adversaire, car c'est elle qui exige toujours plus de rémunération et appauvrit ceux qui créent les richesses par leur travail.

Le départ en vacances, comme une bonne protection sociale, le plein emploi et une bonne retraite sont ensemble des indicateurs d'une société solidaire et expriment des aspirations à une autre humanité, porteuse de progrès social de démocratie, et de paix.

Les vacances, c'est aussi le vivre ensemble, la découverte de l'autre, la compréhension de ce qui peut apparaître différent. Quel meilleur moyen pour lutter contre le racisme, la xénophobie et tous les égoïsmes trop présents dans notre société.

C'est pourquoi, dans l'unité syndicale, nous souhaitons travailler à des solutions alternatives.

Alors quand le Président et son gouvernement s'enferment dans le pacte de responsabilité, nous faisons notre la volonté de rompre avec ces politiques néfastes, en augmentant les salaires, les traitements, les pensions et les minimas sociaux, conditions pour une véritable relance économique.

**Quand le ministre des affaires étrangères en charge du tourisme annonce des moyens importants pour attirer les touristes étrangers et faire ainsi de notre pays la première destination mondiale, nous disons pourquoi pas !
Mais dans le même temps où sont les moyens pour lutter contre le non départ et l'exclusion de plus de 50% de nos concitoyens ?**

L'ANCAV-TT, ses adhérents seront attentifs en cette rentrée, à partir de ce que nous sommes et ce pourquoi nous agissons, à l'appel à la mobilisation dans l'unité la plus large des salariés, des privés d'emploi et des retraités autour de leurs revendications pour imposer d'autres choix que celui du profit à n'importe quel prix.

Oui, notre action pour le droit aux vacances pour tous et nos actions de solidarité s'inscriront au cœur des mobilisations à venir pour plus de justice et de progrès social.

C'est à ces dernières que le Président de la République se doit de répondre, c'est pour cela et sur ses promesses qu'il a été élu.

Pour nous, le choix est fait :

c'est le progrès social, la croissance et l'économie au service des populations qui doivent être à l'ordre du jour.

EN 2014
+ d'un français sur deux n'est pas parti en vacances.
1 enfant sur 3 n'a connu cet été que son quartier, sa cité...
6 retraités sur 10 sont condamnés à rester chez eux.



L'AGENDA REVENDICATIF

SEPTEMBRE 2014

➡ **Lundi 08 :**

Réunion de préparation des 70 ans des Comités d'Entreprises à 14h00 à FRANKLIN

Préparation en vue d'organiser la Commémoration de la date de création des CE.

➡ **Vendredi 12 :**

- Commission Exécutive de l'UL à 09h00.
- Commémoration de la libération du Havre et vernissage de l'exposition « Les visages des Martyrs » à 11h00 à Franklin.
- Inauguration des stèles de J. Durand et C. Victoire à 15h00 au cimetière Sainte-Marie.

➡ **Mardi 16 :**

14h – FRANKLIN :

**Assemblée Générale des militants des
ULS du HAVRE, HARFLEUR et
LILLEBONNE**

➡ **Mardi 23 :**

Réunion du collectif Formation de l'UL à 14h00.

Programme Formation Syndicale 2014 Union Locale CGT du Havre

Janvier

23 & 24 ⇨ Délégué du Personnel

Février

03 au 07 ⇨ PRUDIS
(prud'hommes)*

13 & 14 ⇨ Rédiger un tract/

Mars

17 au 21 ⇨ Niveau I

Avril

14 & 15 ⇨ Feuille de paie –
protection sociale

Mai

12 & 13 ⇨ AT/MP (Accidents du
travail / Maladies Professionnelles)*

22 & 23 mai ⇨ Rédiger un tract/
communication/prise de parole

Juin

02 au 06 ⇨ Niveau I

16 au 20 ⇨ ECO-CE*

Septembre

08 au 12 ⇨ Niveau 2 (1^{ère} semaine)*

25 & 26 ⇨ Rédiger un tract/
communication/prise de parole

Octobre

01 & 02 ⇨ PRUDIS (prud'hommes)*

06 au 10 ⇨ Niveau 2* (2^{ème} semaine)*

13 au 17 ⇨ CHSCT

20 au 24 ⇨ Formation Formateurs

Novembre

13 & 14 ⇨ AT/MP (Accidents du travail
/ Maladies Professionnelles)*

24 au 28 ⇨ Niveau I (complet)

Décembre

01 & 02 ⇨ Délégué du Personnel

11 & 12 ⇨ Feuille de paie – protection
sociale

Réunion collectif UL : 23 septembre / 09 décembre

Réunion collectif départemental : 19 septembre (Lillebonne)/19 décembre (Dieppe)

Coût des modules (par jour) : 20 € par stagiaire (repas compris)
Coût du Niveau I / CHSCT (Fonction Publique) : 100 € par stagiaire (repas compris)

Le coût n'est pas un frein à la formation des syndiqués, l'UL pourra subvenir au cas par cas si le syndicat ne peut prendre en charge.

**Stage organisé par l'UD 76 au Havre*

Formation Syndicale – Contenu des stages

NIVEAU 1 (5 jours) - Nouvelle version

Un stage pour mieux comprendre et connaître la CGT, regroupant salariés du public et du privé sous différents thèmes, faisant suite à la journée d'accueil (FANS) :

- Le Salarial
- Qu'est-ce qu'une revendication ?
- Le Syndicalisme, La Société
- La CGT, son fonctionnement...

DELEGUE DU PERSONNEL (2 jours)

Comprendre et mieux connaître le rôle du délégué du personnel, une formation attractive et instructive pour appréhender au mieux les situations en temps réel :

- Loi et Principes
- Rôle du délégué du personnel
- Missions et moyens du délégué
- Mise en situation
- Lien du DP avec les autres mandats (CHSCT, CE, CTP...) /Lien du DP avec le syndicat

CHSCT (5 jours)

Un stage spécifique reprenant les missions et pouvoirs du CHSCT, décomposée en plusieurs parties :

- Définition de la Santé au Travail
- Rôle du membre du CHSCT / Missions et moyens du CHSCT
- Délit d'entrave / Droit d'alerte / Droit de Retrait
- Rapport Préventif /Elaboration d'un avis motivé (bilan CHSCT)

REDIGER UN TRACT / COMMUNICATION / PRISE DE PAROLE (2 jours)

- Accidents du travail / Maladie Professionnelle (ATMP) / Souffrance au travail

Stage multi-activité interactif, qui met en situation le stagiaire en y amenant quelques fondamentaux pour faire face à son activité revendicative quotidienne :

- Techniques et Outils pour rédiger un tract - Enjeux de la communication
- Techniques et moyens de communication / Découvrir les outils CGT et sa diffusion
- Trucs et astuces pour être à l'aise en réunion, AG ou IRP face aux médias, salariés et syndiqués ?

FEUILLE DE PAIE / PROTECTION SOCIALE (2 jours)

Comprendre une feuille de paie en lien indissociable avec la protection sociale, instructif pour toutes et tous.

Stage AT/MP - Accidents du Travail / Maladie Professionnelle (2 jours)

Stage très technique, très utile, c'est un complément pour les camarades du CHSCT, reprenant les définitions des AT/MP avec les éléments accompagnants pour être efficace, avec présence d'intervenants spécialistes sur ces questions (selon disponibilité...)

NIVEAU 2 (2 x 5 jours)

Un stage plus « fouillée », complément du niveau 1, planifié sur deux semaines avec intervalle, qui permet d'approfondir les thèmes du niveau 1 avec des questions nouvelles comme l'Europe, la Mondialisation, les Structures Européennes et internationales... planifiée et organisée par l'Union Départementale 76 dans les différentes UL du département.



formation syndicale

AUX SYNDICATS

Se tiendra du 13 au 17 octobre 2014, à Franklin Le Havre, un stage CHSCT ouvert à tous, il reste quelques places, inscriptions auprès de l'UL CGT Le Havre, avec demande d'autorisation d'absence à l'employeur, au moins un mois avant la date de début du stage

CHSCT (5 jours)

Un stage spécifique reprenant les missions et pouvoirs du CHSCT, décomposée en plusieurs parties :

- Définition de la Santé au Travail
- Rôle du membre du CHSCT / Missions et moyens du CHSCT
- Délit d'entrave / Droit d'alerte / Droit de Retrait
- Rapport Préventif /Elaboration d'un avis motivé (bilan CHSCT)
- Accidents du travail / Maladie Professionnelle (ATMP) / Souffrance au travail

l'hebdo pratique

Des liens, des infos, des blogs :

La rubrique interactive de l'hebdo !

Matériel de campagne Élections Fonction publique du 4 décembre 2014

Veillez trouver ci-dessous les maquettes du matériel de campagne qui est disponible dans le dossier « élections fonction publique » sur le site de téléchargement :

Le logo de la campagne :

<http://telechargement.cgt.fr/administrateur/upload/Logo%20votons.jpg>

Une affiche générique :

<http://telechargement.cgt.fr/administrateur/upload/0-GeneriqueAffFonctionpublique.pdf>

4 affiches thématiques :

<http://telechargement.cgt.fr/administrateur/upload/1%20-%20Finances%20Affiche%20FP.pdf>

<http://telechargement.cgt.fr/administrateur/upload/2%20-%20Statut%20Affiche%20FP.pdf>

<http://telechargement.cgt.fr/administrateur/upload/3%20-%20Missions%20Affiche%20FP.pdf>

<http://telechargement.cgt.fr/administrateur/upload/4%20-%20Salaires%20Affiche%20FP.pdf>

4 tracts recto / verso

<http://telechargement.cgt.fr/administrateur/upload/1%20-%20Tract%20Finances.pdf>

<http://telechargement.cgt.fr/administrateur/upload/2%20-%20Tract%20Statut.pdf>

<http://telechargement.cgt.fr/administrateur/upload/3%20-%20Tract%20Missions.pdf>

<http://telechargement.cgt.fr/administrateur/upload/4%20-%20Tract%20Salaires.pdf>

RAPPEL : Pour accéder à l'espace militant du site Élections Fonction publique : <http://electionsfp2014.cgt.fr/> - login : « militant », mot de passe : « gagner2014 ».

MONTAGNE et MER

Pour vos vacances de Pâques,
escapades et week-ends,
rendez-vous en page 19



VALMOREL
LA PLAGNE
LES COCHES
LES ARCS
PRALOGNAN
VAL THORENS
VAL CENIS
LES SAISIES

LA NORMA
SAINT-SORLIN
LA TOUSSUIRE
VALLOIRE
VALMEINIER
SAMOËNS
FLAINE
LA CLUSAZ

CHÂTEL
SAINT-GERVAIS
ARGENTIÈRE
LES 2 ALPES
SERRE-CHEVALIER
LUCHON
FONT-ROMEU
SAINT-LARY

LA BRESSE
SAINTE-MAXIME
NOIRMOUTIER
PLESTIN LES GRÈVES
SAINT-BRIAC
DIVES-SUR-MER
SAINT-FRANÇOIS